

LA RÉSILIENCE URBAINE

SYNTHÈSE DES PETITS DÉJEUNERS
DÉCIDEURS-CHERCHEURS 2014



JUIN 2015

2.14.030

ISBN 9782737119613



www.iau-idf.fr

IAU

INSTITUT
D'AMÉNAGEMENT
ET D'URBANISME

* île de France

Valorisation des petits déjeuners décideurs-chercheurs 2014

La résilience urbaine

Juin 2015

IAU île-de-France

15, rue Falguière 75740 Paris cedex 15
Tél. : + 33 (1) 77 49 77 49 - Fax : + 33 (1) 77 49 76 02
<http://www.iau-idf.fr>

Directrice générale : Valérie MANCRET-TAYLOR

Départements Environnement : Christian THIBAUT, directeur ; Habitat et Société : Catherine BOILLOT, directrice ;
Économie : Vincent GOLLAIN, directeur.

Étude réalisée par Brigitte GUIGOU (chef de projet partenariat recherche université), Christian THIBAUT
(Environnement), Laure de BIASI (Environnement), Ludovic FAYTRE (Environnement), Sandrine GUEYMARD
(Environnement), Cristina LOPEZ (Économie).

Maquette réalisée par Stéphanie ROUSSEAU

N° d'ordonnancement : 2 14 030

Crédits photo(s) de couverture : L. de Tourris/École de Condé/IAU idF

Remerciements :

Nous remercions les décideurs, chercheuses et élu(e)s qui sont intervenus dans les trois petits déjeuners : Sabine BARLES, Corinne BLANQUART, Éric DEFRETIN, Michaël EVRARD, Mireille FERRI, Marie TOUBIN, Jean-Paul PLANCHOU et Pascal VERDIER.

Sommaire

Préambule	3
Programmes et verbatim.....	4
Qu'est-ce que la résilience urbaine et quels enjeux ? Christian Thibault, IAU îdF	6
Quels sont les principaux enseignements de ces trois petits déjeuners.....	6
Circuits courts alimentaires : fausse piste ou vraie bonne idée ?	7
De quoi s'agit-il ? Laure de Biasi, IAU îdF.....	7
Point de vue : Pascal Verdier, chargé de mission agriculture et développement durable à Rennes Métropole.....	7
Point de vue : Corinne Blanquart, Directrice de recherche à l'IFSTTAR	7
Illustrations et verbatim	8
L'économie circulaire : concept ou véritable levier d'action territorial ?	10
De quoi s'agit-il ? Sandrine Gueymard et Cristina Lopez, IAU îdF.....	10
Point de vue : Sabine Barles, Professeure à l'Université Paris 1	10
Point de vue : Michaël Evrard, Délégué général de l'agence locale de l'énergie et du climat de Plaine Commune.....	10
Illustrations et verbatim	11
Une métropole résiliente face au risque inondation : du concept à l'action ?	12
De quoi s'agit-il ? Ludovic Faytre, IAU îdF	12
Point de vue : Marie Toubin, Doctorante Ingénieur chez Egis	12
Point de vue : Éric Defretin, Ingénieur en chef de la Ville de Paris, Direction de la Prévention et de la protection.....	12
Illustrations et verbatim	13
Références bibliographiques	14

Préambule

Développer le partenariat avec la recherche et l'enseignement supérieur

En 2014, l'IAU îdF a fait le choix de renforcer son partenariat avec la recherche et l'enseignement supérieur. En effet le contexte institutionnel et territorial a changé et appelle, pour l'Institut, de nouvelles manières d'observer, d'analyser et d'anticiper le devenir des métropoles. L'enjeu est de renouveler les questions, les connaissances et les méthodes ; le partenariat avec la recherche et l'enseignement supérieur y contribue. Pour l'IAU îdF, l'objectif est de mieux collaborer en valorisant sa singularité de « passeur de recherche » entre le monde professionnel et le monde académique.

Le partenariat avec des chercheurs et universitaires apporte à l'Institut une ouverture sur des méthodologies de travail rigoureuses (état de l'art, problématisation, conceptualisation), sur des postures critiques (controverses, liberté de ton) et sur des réseaux internationaux. En retour, l'IAU îdF apporte sa matière grise, son expertise, sa connaissance du territoire, ses savoir-faire et sa « force de frappe ».

Ce partenariat se concrétise au travers de différentes actions : soutien aux étudiants et doctorants, commande de recherche, coproduction de travaux dans le cadre d'appels d'offres ou d'autres modalités plus informelles de partenariat, participation à des événements organisés par la recherche ou co-organisation, valorisation des travaux de chercheurs dans nos publications et événements...

Les petits déjeuners décideurs / chercheurs constituent une des nouvelles modalités de ce partenariat.

En 2014, l'IAU îdF a inauguré un cycle de rencontre : les petits déjeuners décideurs / chercheurs

Les petits déjeuners abordent chaque année un thème d'actualité, transversal et stratégique pour le développement de la région. Largement ouverts au public, ils font dialoguer un chercheur et un décideur qui confrontent leurs points de vue puis débattent avec les participants.

L'objectif est d'abord d'identifier les principaux résultats de la recherche récente, les questions vives, les zones d'ombres. C'est ensuite d'engager le débat et, à partir des échanges, d'aller vers des propositions, des éléments de réponse aux problèmes concrets que se posent les élus et les acteurs. C'est aussi d'enrichir la réflexion de l'Institut, tout en valorisant ses travaux.

Après une ouverture par Valérie MANCRET-TAYLOR, directrice générale de l'IAU îdF, les experts de l'Institut proposent des éléments de cadrage et de contextualisation sur le thème. En fin de rencontre, un élu régional est invité à proposer, sur le vif, quelques éléments de conclusion. Les séances sont animées par Brigitte GUIGOU, en charge du partenariat recherche à l'IAU îdF.

Le format est court : 8h30 / 10h30. Le contenu est relayé sur le site web de l'IAU îdF.

Les petits déjeuners décideurs / chercheurs 2014 sur la résilience urbaine

En 2014, le thème général des petits déjeuners a été la résilience urbaine.

Cet enjeu a été abordé sous trois angles différents :

- les circuits courts alimentaires,
- l'économie circulaire
- les risques inondations.

Cette note de synthèse présente les principaux enseignements des trois petits déjeuners 2014.

En introduction, elle questionne la notion de résilience urbaine et son apport pour l'IAU îdF.

Programmes des petits déjeuners décideurs / chercheurs



Programme du 12 juin 2015

Les circuits courts alimentaires : fausse piste ou vraie bonne idée ?

8h30 : accueil

- Ouverture par Valérie Mancret-Taylor, Directrice générale de l'IAU îdF
- Introduction par Laure de Biasi de l'IAU îdF
- Animation : Brigitte Guigou de l'IAU îdF

9h10/9h40 : Interventions

- Corinne Blanquart, directrice de recherche à l'Ifsttar
- Pascal Verdier, chargé de mission agriculture et développement durable à Rennes Métropole

9h40/10h30 : Echanges avec la salle

- Conclusion : Mireille Ferri, conseillère régionale, Vice-Présidente de l'IAU îdF



Programme du 9 septembre 2015

Une métropole résiliente face aux risques : du concept à l'action ?

8h30 : accueil

- Ouverture par Valérie Mancret-Taylor, Directrice générale de l'IAU îdF
- Introduction : Ludovic Faytre de l'IAU îdF
- Animation : Brigitte Guigou de l'IAU îdF

9h10/9h40 : Interventions

- Marie Toubin, docteur en géographie de l'Université Paris-Diderot, ingénieure d'études chez Egis
- Éric Defretin, Direction de la prévention et de la protection à la Ville de Paris

9h40/10h30 : Echanges avec la salle

- Débat
- Conclusion : Mireille Ferri, conseillère régionale, Vice-Présidente de l'IAU îdF



Programme du 2 décembre 2015

L'économie circulaire : concept ou véritable levier d'action territoriale ?

8h30 : accueil

- Ouverture par Valérie Mancret-Taylor, Directrice générale de l'IAU îdF
- Introduction : Sandrine Gueymard et Cristina Lopez de l'IAU îdF
- Animation : Brigitte Guigou de l'IAU ÎdF

9h10/9h40 : Interventions

- Sabine Barles, Professeure d'urbanisme à l'Université Paris 1, chercheuse au Laboratoire Géographie-Cités
- Michaël Evrard, délégué général de l'Agence locale de l'énergie et du climat de Plaine Commune

9h40/10h30 : Echanges avec la salle

- Conclusion : Jean-Paul Planchou, conseiller régional, vice-président chargé du développement économique, des nouvelles technologies de l'information et de la communication, du tourisme, de l'innovation et de l'économie sociale et solidaire au Conseil régional Île-de-France

Verbatim

Valérie Mancret-Taylor : « *Nous nous engageons sur ces temps de rencontres courts du matin à faire naître du débat entre différentes sphères, en vue de nous ancrer dans ce métier que nous considérons comme le nôtre, celui de passeur entre le monde de la recherche et le monde professionnel. Nous espérons y arriver et avons besoin de vous pour nous y aider. Tel est, l'objectif de ces petits déjeuners.* »

Mireille Ferri : « *Ce thème de la résilience, défriché par des chercheurs remarquables en Île-de-France, montre que la recherche peut faire gagner du temps à la sphère opérationnelle. La recherche montre comment, à partir d'un sujet aussi théorique que la résilience, il est possible d'aboutir à des résultats opérationnels et à des propositions fines en matière d'organisation. Si l'on devait démontrer, à travers ces dialogues et ces petits déjeuners la nécessité d'articuler la recherche et l'opérationnel, vous le faites de la manière la plus exemplaire qui soit.* »

Qu'est-ce que la résilience urbaine, quels enjeux ?

Christian Thibault, IAU îdF

Depuis une dizaine d'années, le monde de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'environnement est en plein bouillonnement conceptuel. Détournement de mots, rhabillage ou revisite de concepts anciens, émergence de nouveaux concepts... Parmi ces mots « à la mode » surgit la résilience. Ce n'est pas vraiment un nouveau concept, mais les crises de tous ordres, les mutations, les transitions... déjà vécues ou annoncées lui donnent une force et un relief particuliers. La ville étant reconnue comme le nouvel écosystème du XXI^e siècle, la résilience urbaine est posée comme une condition majeure du développement durable.

Le GIEC définit la résilience comme « *la capacité d'un système social ou écologique d'absorber des perturbations tout en conservant sa structure de base et ses modes de fonctionnement, la capacité de s'organiser et la capacité de s'adapter au stress et aux changements* ». Des synonymes en sont la résistance et la robustesse. Des antonymes en sont la fragilité et la vulnérabilité. C'est une notion qui vient de la psychologie et de la physique ; la résilience ne signifie pas un retour à un état antérieur mais l'atteinte d'un nouvel état d'équilibre. La résilience s'associe bien à un autre mot de l'époque « la transition ».

La résilience peut être considérée sous des angles multiples.

Elle comporte, comme la vulnérabilité, deux angles privilégiés : la résilience des territoires (« des choses ») et la résilience des populations (« des gens »). Les deux étant évidemment en interaction. La plateforme Wikirésilience définit un territoire résilient comme « *capable d'anticiper des perturbations et d'en minimiser les effets grâce à la veille et à la prospective ; de se relever et rebondir grâce à l'apprentissage, l'adaptation et l'innovation, pour évoluer vers un nouvel état en équilibre dynamique préservant son intégrité. Cet état se décide et se construit démocratiquement* ».

La résilience urbaine ou territoriale s'attache surtout à la prévention et à la gestion des risques majeurs.

Mais le concept tend à s'élargir à toutes les formes de perturbations des systèmes urbains, petites ou grandes, fréquentes ou exceptionnelles. Ainsi, une définition courte mais globale est « la capacité de persister et de s'adapter ». L'idée est que, pour se projeter dans le temps long, il faut déjà gérer les multiples perturbations du temps court. Cependant, il n'est pas sûr que la résilience du quotidien (la capacité à absorber de multiples petites crises) garantisse la résilience du temps long et la capacité à surmonter de graves événements, de même que

ssles stratégies d'adaptation au changement climatique « à petits pas » n'affranchissent pas de stratégies d'adaptation « à grands pas » pour anticiper des ruptures.

Le concept de résilience territoriale est au cœur des réflexions de l'IAU îdF, il fait partie de son ADN, de ses méthodes de planification intégrée et d'approche systémique des territoires.

La résilience s'est donc naturellement imposée comme fil rouge dans le cycle de petits-déjeuners « décideurs / chercheurs » que l'IAU îdF a lancé en 2014.

Trois angles différents ont été choisis qui montrent la diversité des problématiques en jeu, sans pour autant couvrir le sujet. Deux petits-déjeuners se sont penchés sur la résilience au sens de la robustesse du fonctionnement régional : « Circuits courts alimentaires : fausse piste ou vraie bonne idée » et « Économie circulaire : concept ou véritable levier d'action territorial » ; un autre s'est penché sur la résilience au sens de la capacité à anticiper et à supporter un événement catastrophique : « Une métropole résiliente face aux risques : du concept à l'action ? »

Quels sont les principaux enseignements de ces trois petits déjeuners ?

En matière de circuits courts de proximités agricoles et alimentaires, l'IAU îdF s'intéresse à la fois à la durabilité économique, sociale et environnementale. L'économie circulaire représente un gisement d'emplois, de ressources gaspillées ou inexploitées et de réduction de l'empreinte écologique, dont l'IAU îdF souligne l'importance dans une des régions au PIB le plus élevé d'Europe. Enfin, l'IAU îdF cherche à dépasser les positions extrêmes suscitées par le risque inondation (par débordement de rivières) en Île-de-France, entre le gel des zones inondables et le « tout pilotis », pas plus durables l'un que l'autre pour la ville de demain.

L'ensemble de ces sujets met en avant la nécessaire complémentarité entre les territoires (amont - aval, producteurs ou ressources - consommateurs, servants - servis, rejeteurs ou émetteurs - épurateurs...) et la nécessité de penser les résiliences locales avec la résilience globale.

Il remet aussi en question l'organisation des multiples acteurs, pointe les manques de synergies, et montre le caractère clef des comportements individuels, l'intérêt et la nécessité des actions de pédagogie, d'information et de culture partagée.

Ressources sur le web : podcast de la séance, diaporamas, tweets
www.iau.idf.fr/http://bit.ly/metropolesilienterisques

Circuits courts alimentaires : fausse piste ou vraie bonne idée ?

12 juin 2014

De quoi s'agit-il ?

Laure de Biasi, IAU îdF

Nourrir 12 millions de Franciliens est un véritable défi : celui d'assurer quotidiennement quantité, qualité, diversité, accessibilité des produits. Les circuits courts de proximité sont l'une des voies les plus plébiscitées. Pour autant, les productions franciliennes ne contribuent que partiellement à l'approvisionnement de la région capitale. Les produits viennent de toute la France, du monde entier. Toutefois, 800 agriculteurs pratiquent aujourd'hui des circuits courts en Île-de-France. Une vingtaine de formes de filières courtes de proximité coexistent : vente à la ferme, Amap, Ruche qui dit oui, commerces, restaurants... sans oublier la restauration collective et la grande distribution qui mettent en avant les produits locaux. Ces filières mettent en relation producteurs et consommateurs en minimisant le nombre d'intermédiaires et la distance. Si l'offre est limitée, la demande explose. Consommateurs, acteurs privés, collectivités s'emparent des questions de proximité, de traçabilité, de modèles alimentaires espérés plus durables...

L'idée couramment partagée et de plus en plus médiatisée est que les circuits courts sont nécessairement vertueux sur le plan économique, social et environnemental. C'est cette évidence que nous souhaitons interroger au travers des points de vue croisés d'une collectivité locale et d'une chercheuse.

Point de vue :

Pascal Verdier

Chargé de mission agriculture et développement durable à Rennes Métropole

Pascal Verdier présente l'expérience d'un territoire en pointe sur les circuits courts : Rennes métropole. Dans la métropole rennaise, organisée en « ville archipel », l'agriculture et les circuits courts font partie intégrante du projet urbain, notamment dans le SCoT. L'enjeu stratégique est de limiter le gaspillage d'espaces agricoles. La coopération avec le monde agricole, ancrée de longue date, est aussi motivée par le poids économique du secteur.

Après une prise en compte de l'agriculture dans la planification (années 90) et la mise en œuvre d'un Programme Local de l'Agriculture (années 2000), des réflexions et actions sur les circuits courts se sont engagées, en particulier sur la restauration collective. La commercialisation en circuits courts permet une diversification des débouchés, un retour positif, des liens renforcés. Ils répondent à une demande de qualité, de fraîcheur et de lien. Les enquêtes réalisées montrent la croissance et le fort potentiel des circuits courts même s'ils restent en marge de la consommation alimentaire totale. Un travail sur l'offre et la demande est engagé et les cruciales questions de logistique restent à aborder.

Au final, un circuit durable pourrait être défini comme un circuit de produits de saison, adapté à son territoire et proche du consommateur, avec une consolidation des flux mettant en œuvre des solutions collectives et conciliant projet personnel et projet de territoire.

Point de vue :

Corinne Blanquart

Directrice de recherche à l'Ifsttar

En s'appuyant sur des recherches récentes sur la durabilité des circuits courts, Corinne Blanquart questionne le « discours angélique » sur les circuits courts qui seraient forcément positifs pour les consommateurs (qualité, prix) pour les agriculteurs (débouchés) et pour l'économie locale (emploi, développement territorial).

Les recherches sur les performances économiques montrent l'extrême variabilité des résultats. Ces circuits apportent aux agriculteurs une valeur ajoutée mais demandent beaucoup de temps (transport, vente...) et des compétences multiples (comptabilité, gestion, planification).

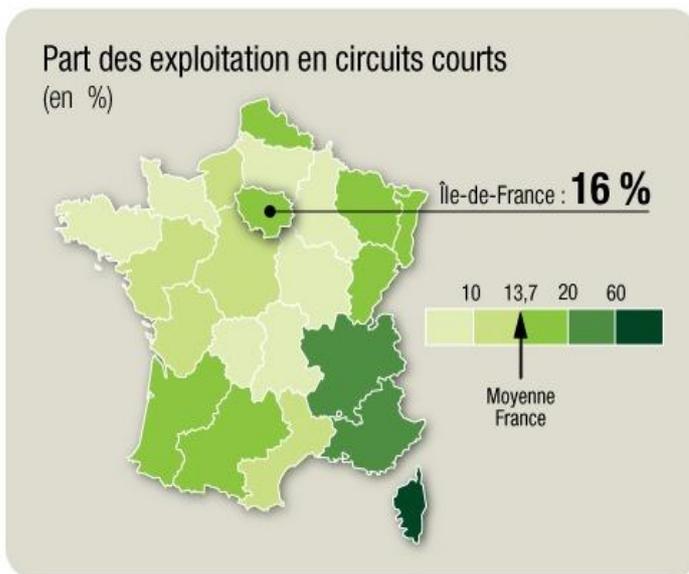
La performance sociale consiste surtout à renforcer les liens producteurs-consommateurs mais encore faut-il avoir l'envie et la compétence. De plus, une concurrence peut s'instaurer entre producteurs et nuire à la durabilité sociale.

Enfin, la performance environnementale, qui serait principalement corrélée à la réduction de la distance parcourue reste à discuter. La part de la production dans l'émission de gaz à effet de serre est aussi à prendre en compte ainsi que les modalités de transport, le type de véhicule, les déplacements du consommateur... D'autres critères sont à considérer : la biodiversité culturelle, la préservation et création de paysages...

Ressources sur le web : podcast de la séance, diaporamas, tweets

www.iau.idf.fr/http://bit.ly/circuitscourtsalimentaires

Illustrations sur les circuits courts alimentaires



Source : Recensement agricole 2010
© IAU îdF

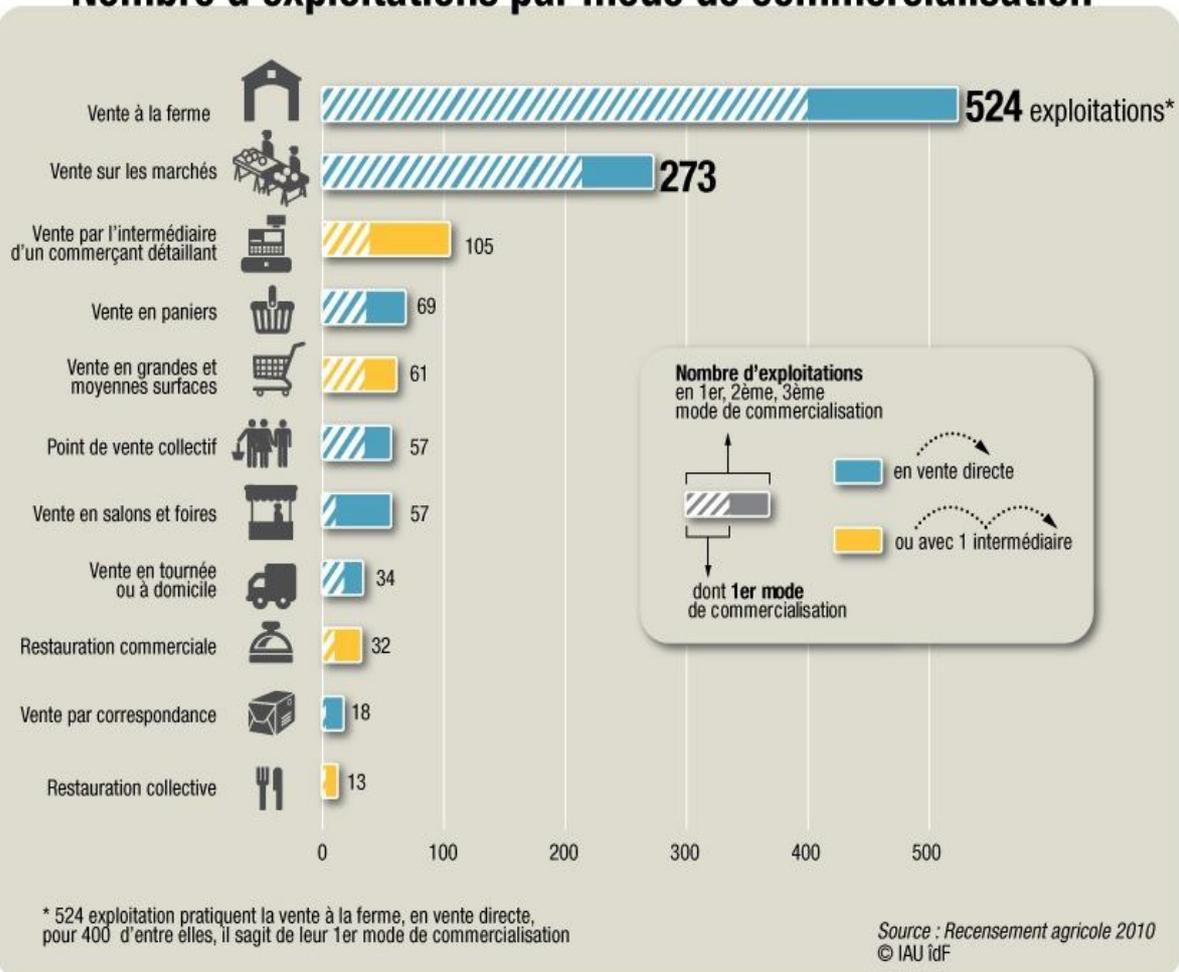
Verbatim

Pascal Verdier : « Les circuits courts répondent à une volonté (pas toujours exprimée) des citoyens de plus de qualité, de produits frais, de liens avec les producteurs locaux ».

Corinne Blanquart : « Les résultats de recherche relativisent les vertus des circuits courts en éclairant d'une part leur diversité et d'autre part l'importance des enjeux logistiques. La logistique et le transport sont en effet loin d'être optimisés dans le cadre de ces circuits, et les modalités d'amélioration sont à adapter à chaque contexte ».

Mireille Ferri : « Avec les circuits courts alimentaires, l'idée est de retrouver des marges d'autonomie en s'appuyant sur les potentialités des territoires, des manières de refaire société autour de l'alimentation. Cet enjeu ne peut être réduit à une question économique banale ».

Nombre d'exploitations par mode de commercialisation



Illustrations sur les circuits courts alimentaires

Les exploitations

► 800 exploitations franciliennes pratiquent le **circuit court**



► elles représentent :



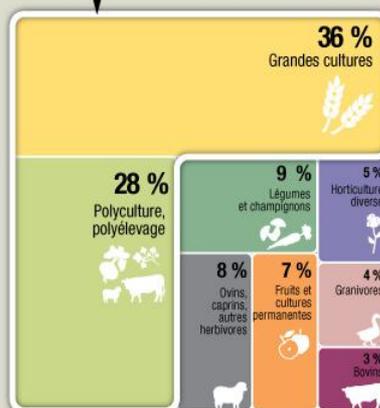
► La part des exploitations en **agriculture biologique** est plus importante en circuit court... **11 %**



... que pour les autres **2 %**

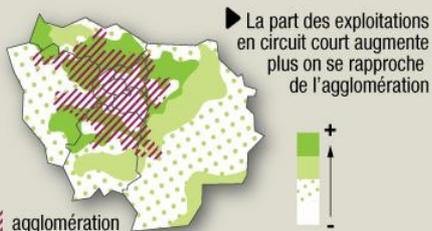


► Près des **2/3** ont une **activité principale** dans les secteurs grandes cultures et polyculture/polyélevage



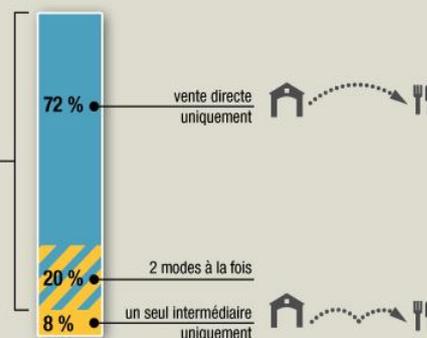
Localisation

► La vente en circuit court existe surtout en **Grande couronne** parisienne



Modes de commercialisation

► 92% des exploitations commercialisent leurs produits en **vente directe**

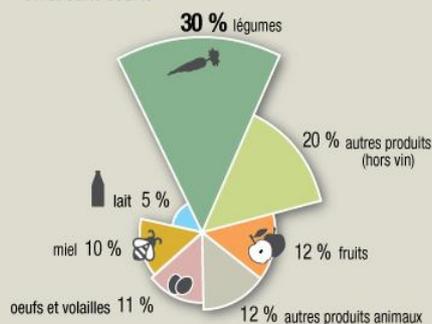


► La moitié des exploitations vendent en premier lieu **à la ferme...**



Produits commercialisés

► Essentiellement des **légumes** produits en circuits courts



► 3/4 exploitations ne vendent qu'**une seule catégorie** de produits

Chiffre d'affaires

► Près d'une exploitation sur deux en circuit court réalise ainsi plus de **75 %** de son chiffre d'affaires



Source : Recensement agricole 2010 © IAU îdF

L'économie circulaire : concept ou véritable levier d'action territorial ?

2 décembre 2014

De quoi s'agit-il ?

**Sandrine Gueymard et Cristina Lopez,
IAU îdF**

L'économie circulaire est un nouveau modèle de développement économique qui invite à repenser en profondeur les modes de production, de distribution et de consommation pour tendre vers une économie locale plus robuste et plus sobre en consommation de ressources (énergies, matériaux, eau) et limiter l'impact environnemental que génèrent nos activités (émissions de CO₂, déchets...). Ce modèle incite également à la mise en place de nouvelles articulations et coopérations entre acteurs à l'échelle des territoires pour faire en sorte d'optimiser les flux de matières et d'énergie au plus court, que rien ne se perde et que, par exemple, les déchets des uns deviennent de véritables ressources pour d'autres.

Plusieurs grands principes sur lesquels repose ce modèle viennent directement interroger la résilience de nos territoires face aux défis de la transition écologique : la prise en compte de l'impact environnemental des produits tout au long de leur cycle de vie à travers l'écoconception des biens et services ; l'optimisation de la durée de vie des matières dans le circuit économique à travers le développement de filières de réemploi, réparation et de nouvelles filières de recyclage ; le passage d'une logique de possession à une logique d'usage partagé par la mise en place de l'économie de la fonctionnalité ; la mise en place d'un approvisionnement et d'une distribution au plus court ; enfin le développement de synergies (échange de matières et d'énergie) entre acteurs économiques par la mise en place de projets d'écologie industrielle.

Ainsi ce modèle pourrait constituer un nouvel axe stratégique pour le développement régional qui permettrait de concilier préservation de l'environnement et développement économique. Des chercheurs et des collectivités se sont déjà penchés sur cette question et ont expérimenté pour partie les principes de l'économie circulaire.

Ressources sur le web : podcast de la séance, diaporamas, tweets
www.iau.idf.fr/http://bit.ly/economiecirculairelevier

Voici, selon eux, les enjeux posés par le développement de l'économie circulaire :

Point de vue :

Sabine Barles

**Professeure d'urbanisme à l'Université
Paris 1, chercheuse au Laboratoire
Géographie-Cités**

L'économie circulaire pose, selon Sabine Barles, un enjeu de connaissance des territoires. Nous nous devons de nous intéresser à la dimension matérielle de leur fonctionnement, à leur métabolisme. Si le recyclage permet d'éviter des prélèvements de ressources neuves et des importations de ressources d'autres régions, il ne concerne qu'une infime partie de la matérialité des régions. Aussi, la véritable question posée par l'économie circulaire est celle d'une consommation moindre de matières. Cette dématérialisation appelle la production de connaissances nouvelles. En effet, tous les territoires ne sont pas équivalents du point de vue de leurs caractéristiques naturelles et sociales. La connaissance fine des flux de matières à l'échelle régionale et l'analyse des relations métaboliques, sociales, politiques et économiques qui s'instaurent avec les autres territoires (approvisionnement / exutoires de déchets et d'émissions) est fondamentale et constitue un enjeu prioritaire pour prendre pleinement la mesure des problèmes auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés.

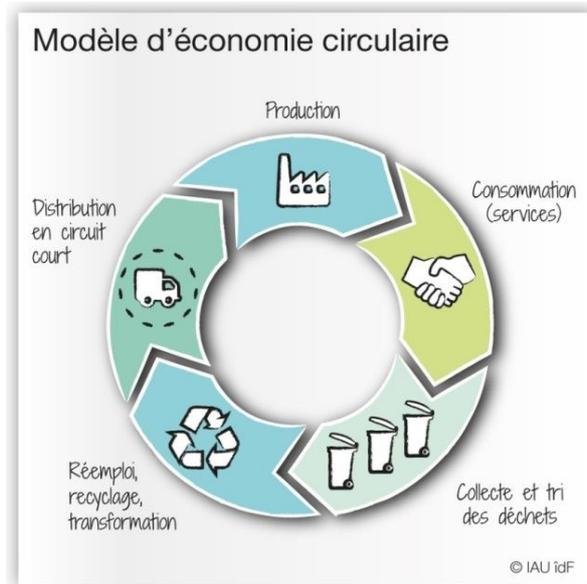
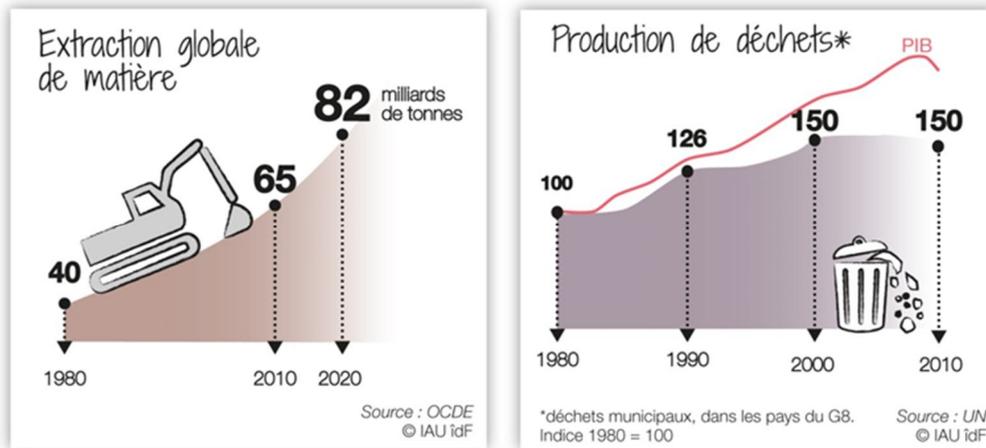
Point de vue :

Michaël Evrard

**Délégué général de l'agence locale de
l'énergie et du climat de Plaine Commune**

La raréfaction des ressources n'est plus, comme dans les années 70 ou 80, un horizon lointain. Pour Michaël Evrard, la question de la dépendance des territoires par rapport aux flux de matières et en particulier des matériaux de construction permet de s'interroger sur la durabilité des planifications stratégiques réalisées. Plaine Commune a entamé cette réflexion sur son territoire à partir de 2008 par l'expérimentation de différents projets. Si la question de la circularité a progressé, des freins majeurs existent. Se pose tout d'abord la question de l'image. Nous ne sommes pas suffisamment bien éduqués pour comprendre le cycle des matériaux et des déchets relatifs à nos produits et appréhender positivement la question de l'économie des matériaux sur nos territoires. En découle la difficile place accordée à ces activités dans le jeu électoral (une piste cyclable vaut toujours mieux qu'une centrale à béton). Enfin, se pose la question foncière. Il faut pouvoir maintenir du foncier industriel à bas coût pour pouvoir accueillir des installations et garantir une proximité sur les gisements.

Illustrations sur l'économie circulaire



Verbatim

Sabine Barles : « La comptabilité monétaire ne révèle qu'une partie du fonctionnement du système de production. Il est donc nécessaire d'aller vers une comptabilité énergétique et matérielle qui accompagnera la comptabilité monétaire ».

Michaël Evrard : « Sur le territoire de Plaine Commune, nous étudions les futurs scénarios possibles, notamment ceux de rupture, et la prospective (...). Si nous ne pouvons pas assurer la demande en termes de matières, quelles sont les conséquences sur le contrat de développement du territoire ? Cet exercice conceptuel est intéressant puisqu'il permet de tester les limites ».

Jean-Paul Planchou : « Le système de comptabilité nationale et privée doit évoluer, de même que les indicateurs de mesure. Les externalités et fuites présentes dans le système sont considérables. (...) La société a commencé à changer dans son organisation sociale. C'est pourquoi il est nécessaire d'appréhender de concert la transformation de l'organisation sociale et celle de l'organisation des structures, ce qui nous amène à mettre en exergue les transversalités, les réseaux et les mutualisations ».

Une métropole résiliente face au risque inondation : du concept à l'action ?

9 septembre 2014

De quoi s'agit-il ?

Ludovic Fayte, IAU îdF

Une crue majeure d'occurrence centennale est le principal risque naturel auquel est exposée l'agglomération francilienne.

Face à ce risque, la métropole apparaît comme un archétype des enjeux de l'amélioration de la résilience urbaine. A l'échelle de la ville, et plus particulièrement des systèmes urbains, la résilience urbaine dans le domaine de la gestion des risques, se définit comme la capacité à absorber une perturbation majeure, une catastrophe naturelle, en permettant un fonctionnement en mode dégradé et un retour à un état acceptable, le plus rapidement possible.

Au-delà de l'importance des enjeux exposés (435 000 logements, 750 000 emplois), c'est tout le fonctionnement métropolitain qui serait profondément perturbé par des dysfonctionnements - voire l'arrêt total - des réseaux (énergie, télécommunication, eau potable...) et des services urbains (transport, gestion des déchets et assainissement, santé...); les répercussions dépasseraient largement les seules zones inondées et impacteraient durablement la vie quotidienne de plusieurs millions de franciliens. Ainsi, la résilience des réseaux qui structurent le territoire et assurent un approvisionnement fiable et diversifié en ressources et services est déterminante pour la résilience urbaine. Des chercheurs et des collectivités ont, depuis peu, travaillé sur ces enjeux et expérimenté des démarches partenariales.

En voici les principaux enseignements :

Point de vue :

Marie Toubin

Docteur Ingénieur chez Egis

Dans un système métropolitain où les réseaux sont de plus en plus interconnectés, la construction de cette résilience urbaine reste complexe. Marie Toubin a identifié dans le cadre d'un programme de recherche sur le territoire parisien trois principales difficultés :

- le nombre et l'enchevêtrement des interdépendances entre opérateurs illustrés par le schéma XX ; en situation de crise, la continuité des activités, même en mode dégradé, repose largement sur la gestion de ces interdépendances ;
- la superposition des périmètres de gestion des différents opérateurs à travers des organisations intercommunales, interdépartementales ou régionales ;
- des stratégies de réponses en situation de crise propres à chaque opérateur, stratégies qui peuvent s'avérer incompatibles dans le temps ou à l'échelle des territoires exposés.

Le constat est aujourd'hui celui d'un manque de connaissances des interdépendances. La compartimentation entre les différents acteurs qu'ils soient publics et privés apparaît comme un frein majeur à la mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation du système urbain pour en améliorer la résilience globale.

L'approche collaborative, basée sur la mutualisation des connaissances, répond alors au besoin de communication et de coordination exprimé par ces acteurs fortement interdépendants et favorise l'élaboration de solutions intégrées contribuant à la résilience de la ville.

Point de vue :

Éric Defretin

Ingénieur en chef de la Ville de Paris,
Direction de la prévention et de la protection

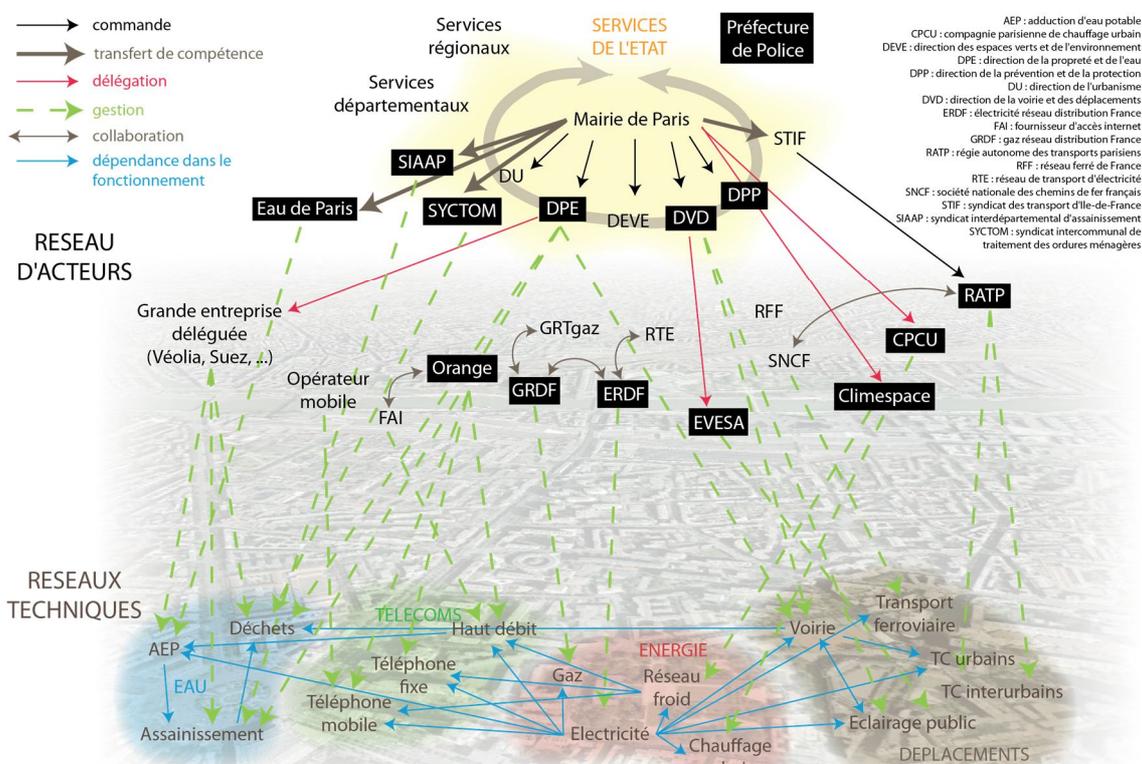
La Ville de Paris, représentée par Éric Defretin, s'est engagée en 2014 dans ce processus, en réunissant régulièrement une quinzaine d'opérateurs (ERDF, RATP, Eaux de Paris, Syctom, Orange...) identifiés comme d'importance vitale, pour faire connaître et partager les décisions qui seraient prises en cas de crue exceptionnelle de la Seine. Mais avec les défaillances de réseaux, c'est tout le fonctionnement administratif et celui des services municipaux qui seraient impactés.

Pour y faire face, la Ville de Paris s'est engagée dans l'élaboration de plans de continuité d'activité par l'ensemble des services municipaux. Ces mesures organisationnelles sont renforcées par des mesures plus structurelles de protection pour éviter l'inondation de la voie publique (système anti crue amovible, rehausse de parapet...). Les réflexions portent enfin sur l'information et la sensibilisation des agents municipaux, de la population et des acteurs économiques, mais aussi celle des élus dans un objectif de large partage de la culture du risque.

Ressources sur le web : podcast de la séance, diaporamas, tweets

www.iau.idf.fr/http://bit.ly/metropoleresilienterisque

Réseau d'acteurs et réseau technique interdépendant



Extrait : Marie Toubin (2014) thèse de doctorat, université Paris-Diderot, UMR Prodig

Verbatim

Marie Toubin : « Il est encore très difficile pour les acteurs de penser en termes de continuité de service et d'adaptation. Chacun a son objectif de protection, de remise en état, d'image de marque aussi, parfois, à assurer. La continuité de service n'est pas toujours la priorité. Il faudra par exemple, décider si l'on préfère avoir un service interrompu pendant dix jours, ou si l'on préfère avoir un service interrompu pendant deux jours mais dégradé pendant deux mois. Les seuils à placer, en l'occurrence, relèvent d'une décision assez large, et pourraient être discutés avec tous les acteurs de la ville, et peut-être même les citoyens – soyons fous ! »

Éric Defretin : « Les deux tiers des agents municipaux habitent hors de Paris. Quand on connaît les difficultés que rencontreront les transports en période de crue, cela pose question. Comment feront-ils pour rejoindre leur lieu de travail ? Un autre effet d'une crue, ce sont les coupures d'électricité : s'il n'y a plus d'électricité dans nombre d'immeubles municipaux, cela signifie qu'il n'y a plus d'ordinateurs, plus de chauffage. (...) Alors, les services de l'administration municipale pourront-ils continuer à fonctionner dans ces conditions ? Quoi qu'il en soit, ils se préparent à affronter une telle situation en élaborant des plans de continuité d'activité. »

Mireille Ferri : « Au sein des pistes qui ont été évoquées ce matin, la première que je retiendrai est celle de l'association du citoyen. Certes, la somme des résiliences individuelles ne fait pas une résilience collective. Mais c'est dans ce mouvement itératif entre individuel et collectif que l'on doit trouver des solutions, que l'on doit retrouver une culture du risque qui ne peut être qu'une culture partagée ».

Références bibliographiques

Résilience urbaine : références générales

ADGER W. N. (2003), « Building resilience to promote sustainability », Newsletter of the International Human Dimensions Programme on Global Environmental Change, n°2, p. 1-3.

Annales de la recherche urbaine (2014), « Vulnérabilité des choses, vulnérabilité des gens », n°110, juin.

BAEDE Alfons P. M., VAN DER LINDEN Paul, VERBRUGGEN Aviel (2008), Annexe II du rapport de synthèse « Changements climatiques 2007 », Glossaire, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), OMM, PNUE », p.76 – 89, Première parution 2008.

<http://wikiresilience.developpement-durable.gouv.fr/index.php/Accueil>, Plate-forme de partage de connaissances et de pratiques sur la résilience territoriale.

Journée de prospective « Transitions, territoires et numériques » (2015), Livret du participant, Réseau.fing.org « Questions numériques »

TOUBIN Marie, LHOMME Serge, DIAB Youssef, SERRE Damien, LAGANIER Richard (2012), « La résilience urbaine : un nouveau concept opérationnel vecteur de durabilité urbaine ? », Développement durable et territoires, Vol. 3, n°1, mai 2012, 15 p.

Circuits courts alimentaires

DE BIASI Laure, COCQUIERE Alexandra, DELAPORTE Carole FAGUER, Elisabeth, ROPITAL Corine (2015), « Les filières courtes de proximité au sein du système alimentaire francilien », IAU îdF, à paraître

BORTZMEYER Martin et SCARSI Florence (2013), « Consommer local, les avantages ne sont pas toujours ce que l'on croit », Paris « Le point sur », Commissariat Général au développement durable, n°158, Mars 2013

LES AVIS DE L'ADEME (2012), « Les circuits courts alimentaires de proximité », Paris, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, Avril 2012

DE BIASI Laure, FAGUER Elisabeth et THEVENOT Laure (2011), « Nourrir 12 millions de Franciliens : un défi au quotidien », Paris, Note Rapide IAU îdF N°535 Février 2011

Voir également : LIPROCO : Lien producteurs-consommateurs : <http://liproco-circuits-courts.com/>

Économie circulaire

IAU îdF (2013), « Économie circulaire, écologie industrielle. Éléments de réflexion à l'échelle de l'Île-de-France », décembre 2013, 55 p.

BARLES Sabine (2014), « L'écologie territoriale et les enjeux de la dématérialisation des sociétés : l'apport de l'analyse des flux de matières » In developpementdurable.revues.org [en ligne], vol. 5, n°1, février 2014. 28p.

ADEME (2012), « Osons l'économie circulaire », In Ademe&Vous. n°59, octobre 2012. 7p.

ETD (2013), « Écologie industrielle et territoriale. Les collectivités actrices de la transition énergétique et écologique », 133p.

Risque inondation

TOUBIN Marie, FAYTRE Ludovic (2015), « La résilience urbaine face aux risques. La nécessité d'une approche collaborative », Note rapide, n°682, IAU îdF, juin 2015.

TOUBIN Marie (2014), « Améliorer la résilience urbaine par un diagnostic collaboratif : l'exemple des services urbains parisiens face à l'inondation », thèse de doctorat, université Paris-Diderot, UMR Prodig.

OCDE (2014), « Étude sur la gestion des risques d'inondation », 2014 : La Seine en Île-de-France.

FAYTRE Ludovic (2011), « Urbanisation et zones inondables : les risques encourus », Note rapide, n° 557, IAU îdF, juillet 2011.



INSTITUT
D'AMÉNAGEMENT
ET D'URBANISME



L'INSTITUT D'AMÉNAGEMENT ET D'URBANISME DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
EST UNE FONDATION RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE PAR DÉCRET DU 2 AOÛT 1960.

15, RUE FALGUIÈRE - 75740 PARIS CEDEX 15 - TÉL. : 01 77 49 77 49